N° 831. MERCREDI 10 JUIN 1863. 7me année

NORD

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.
Il est distribué en ville dans la soirée qui précède sa date.
ABONNEMENT : Pour Roubaix, 25 » francs par an. » » 14 » » six mois. » » 7 50 » trois mois.

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant, bureau du Journal, Grande-Rue, 56.

On rend compte des ouvrages dont l'auteur dépose deux exemplaires.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, à Paris, chez MM. LAFFITTE, BULLIER et Cie, 20, rue de la Banque.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la publication des annonces de MM. HAVAS, LAFFITTE, BULLIER et Cie, pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

ROUBAIX
9 juin 1863.

Les journaux de Madrid démentent la nouvelle d'une demande que la France aurait adressée à Cuba pour l'envoi de dix mille hommes au Mexique.

Indépendamment de la note sur l'expédition française au Mexique, dont nous donnons le texte, le *Moniteur* publie, dans son Bulletin, d'importantes nouvelles de l'extérieur. Il constate que « la protestation des six principales feuilles libérales contre l'ordonnance royale du 1er juin a produit à Berlin une vive sensation, ainsi que la démarche projetée auprès du roi par une députation de la ville. Les électeurs de plusieurs circonscriptions de la capitale se sont réunis pour donner leur approbation à la conduite de la Chambre des députés et appuyer la protestation publiée par les journaux. »

Les notes de la France et de l'Angleterre, relatives à la question polonaise, viennent d'être envoyées au Cabinet autrichien qui devra faire savoir, dans le plus bref délai, s'il y adhère.

On s'attend à ce qu'il les accepte, et dès qu'il y aura mis sa signature, les notes partiront pour Saint-Pétersbourg.

Nous lisons, à ce sujet, dans le journal anglais l'*Observer* :

« L'Autriche, la France et l'Angleterre ont envoyé hier leurs notes à Saint-Pétersbourg. Ces notes ne sont pas identiques, mais elles contiennent les mêmes demandes. Les trois puissances insistent plus énergiquement que la première fois contre la continuation de la lutte. Elles recommandent un Gouvernement représentatif et autonome, l'emploi de la langue polonaise, la liberté d'éducation et de religion, l'amnistie et la cessation des hostilités. »

L'*Europe*, journal français de Francfort, publie à la fois le texte officiel de la dépêche américaine annoncée par le *Journal de Saint-Pétersbourg*, et l'analyse complète de la réponse du prince Gortschakoff au Cabinet de Washington. Le ministre russe, afin de pouvoir publier sa réponse dans un court délai, l'a adressée non pas au ministre de Russie à Washington, mais à M. Clay, ministre des Etats-Unis à Saint-Pétersbourg. Le prince Gortschakoff exprime les sentimens d'affection et de gratitude du Czar pour l'attitude du Gouvernement fédéral dans les circonstances graves où se trouve la Russie. Un paragraphe de cette pièce est consacré aux rebellions.

Le *Morning Post* croit devoir exciter la fibre nationale du comte de Rechberg, en lui faisant entrevoir la gloire de se substituer à la Prusse et à la France elle-même, pour l'accomplissement des grandes choses qui restent à faire dans la Russie méridionale et dans l'Allemagne du Nord. « Les événements, dit le *Morning Post*, permettent à l'Autriche d'adopter une ligne politique qui lui donnera le commandement de la situation européenne. La Prusse a perdu la position qu'elle a occupée jadis ; ce sera la faute de l'Autriche si elle n'en tire pas parti en profitant de la question polonaise. Les sympathies de l'Allemagne libérale sont pour la Pologne. L'Angleterre préférerait voir la Pologne constituée par l'Autriche que par la France et en agissant ainsi, l'Autriche aurait l'adhésion de l'Allemagne, tuerait son rival politique la Prusse et gagnerait l'amitié de l'Angleterre. »

D'après une dépêche de Cracovie, les Russes auraient essuyé plusieurs défaites dans le palatinat de Kalisch.

Après les rencontres sanglantes qui ont eu lieu les 29, 30 et 31 mai, tous les soldats russes se sont enfuis en abondonnant une quantité considérable de bagages et de munitions et ils ont dû se réfugier sur le territoire prussien.

Une correspondance de Stockholm mande, sous la date du 31 mai :

« Toutes les nouvelles qui nous arrivent du grand-duché de Finlande tendent à prouver qu'il entre dans les intentions du gouvernement russe d'y concentrer un corps d'armée, afin d'être en mesure de faire face à toutes les éventualités. C'est ainsi qu'on prépare, à Swaborg et à Helsingsfors, des quartiers pour 14,000 hommes du corps des grenadiers de la garde impériale, qui ont reçu l'ordre de se diriger sur ces points. Plusieurs régiments de ligne y sont également attendus. Comme par suite du manque complet de la dernière récolte, la disette et la misère se font sentir dans le grand-duché, le gouvernement russe est obligé de faire venir de l'intérieur de l'empire d'énormes approvisionnements pour la subsistance des troupes destinées à tenir garnison dans les forteresses de la Finlande. »

J. REBOUX.

On lit dans le *Moniteur* :

« La prolongation des opérations militaires devant Puebla, la résistance qu'y rencontrent nos troupes, impressionnent le public. Plus on avait eu confiance dans un rapide succès, plus on éprouve d'impatience de voir le corps expéditionnaire triompher des obstacles imprévus contre lesquels luttent si énergiquement le courage des soldats, l'habileté et le dévouement des chefs.

» A ces préoccupations vient naturellement s'ajouter la question des approvisionnements en vivres et en munitions, qui n'ont cependant jamais cessé d'être assurés de manière à suffire à tous les besoins. Ainsi, à la date des dernières nouvelles, 19 avril, (et non pas 27 mai, comme le *Moniteur* le disait hier) les troupes sous Puebla étaient pourvues pour cinquante jours de vivres dont le renouvellement s'opérait avec facilité. En outre, une réserve de 3 millions de rations complètes, correspondant à une durée de trois mois pour tout le corps expéditionnaire, était concentrée à Vera-Cruz.

» Quant aux munitions d'infanterie et d'artillerie successivement embarquées et réunies à celles qu'avaient emportées les diverses fractions du corps expéditionnaire, elles consistaient, pour ne parler que des objets principaux, en :

12,800,000 cartouches d'infanterie, soit en moyenne 600 cartouches par homme ;
42,348 coups de canon rayés, soit :
675 coups par pièce de montagne ;
1,120 coups par pièce de campagne ;
1,023 coups par pièce de réserve ;
1,000 coups par pièce de siége.

» A ces approvisionnements, et aux ressources en bouches à feu, poudres et munitions trouvées à Vera-Cruz ou fournies par la marine, viendront prochainement s'ajouter 1 million de cartouches, 19,800 coups de canons rayés, 9,000 bombes et 55,000 kilogrammes de poudre, qui sont actuellement en partance dans les ports de Saint-Nazaire et de Toulon.

» Dans le double but de maintenir les approvisionnements de toute nature à hauteur des consommations, le ministre de la marine, indépendamment des départs mensuels qui ont lieu de St-Nazaire par les paquebots transatlantiques, a organisé, depuis le mois de mars, un service de bâtiments partant le 23 de chaque mois, soit de Toulon, soit de Cherbourg pour Vera-Cruz, et qui ramènent, au retour, les hommes auxquels leurs blessures ou leur santé altérée rendent l'air et les soins de la mère-patrie nécessaires. »

On lit dans le *Nouvelliste de Rouen* :

Une correspondance raconte qu'un négociant français à Moscou vient de liquider et de quitter cette ville et assure que la haine contre les Français est arrivée au dernier degré d'exaltation.

M. Hovyn-Tranchère, ancien représentant, et tous les employés français des chemins de fer russes ont été renvoyés.

Pologne.

On écrit de Brody à la *Gazette nationale de Lemberg* :

« Les villes de Poloune, Lubar et Slavuta en Volhynie sont tombées au pouvoir des Polonais. Hier l'artillerie russe de Krzemieniec s'est mise en marche contre les insurgés, mais à peine avait-elle fait quelques kilomètres, qu'elle rencontra des forces considérables et dût rebrousser chemin, sans tirer un seul coup de canon. A Gitomir, ce sont les femmes principalement qui revêtent les costumes nationaux ce qui ne s'était vu depuis longtemps. Le prince Drucki-Sokolniski passant inspection de deux bataillons leur a tenu le langage que tiennent tous les généraux moscovites : « N'oubliez-pas que vous ne devez faire ni prisonniers, ni blessés. » Douze employés de ses bureaux parmi lesquels huit du rite grec russe, ont rejoint les insurgés.

« Dans le village de Solowigowka, près de Berdytchew, les paysans ont envahi et pillé le château appartenant à M. Abramowicz ; ils ont ensuite assassiné le propriétaire, sa femme et toute sa famille.

» A Jennica, dans le gouvernement de Gitomir, les paysans ont précipité 20 personnes nobles ou employés dans un cachot où ils les ont massacrés. »

On écrit au *Czas* du 4 juin :

« On nous annonce sept combats nouveaux qui ont eu lieu dernièrement et notamment les 30 et 31 mai à Rychwaki, près de Konin et de la ville de Kalioz ; aux environs de Slawatycze sur le Boug ; dans le palatinat de Podlachie à Czersk ; sur la rive droite de Boug en Volhynie le 24 mai au nord de la Lithuanie, dans les bois de Bolnczya.

» Un corps polonais, sous le commandement d'un officier qui ne nous est pas connu jusqu'à présent, a lutté avec une colonne russe composée de 3 compagnies d'infanterie, et deux escadrons de cavalerie, commandés par le colonel Manowski. Le colonel s'attribue la victoire dans cette rencontre. »

Russie.

Saint-Pétersbourg, 31 mai.

L'*Invalide russe* du 31 mai fait mention des désordres survenus non-seulement en Lithuanie et en Ruthénie, mais encore dans le fond de l'empire.

Dans plusieurs endroits, dit ce journal, notamment dans les localités situées dans la partie boisée du fleuve Volga, on a arrêté des émissaires qui répandaient dans les villages des exemplaires d'un faux manifeste qui aurait été soi-disant imprimé à Saint-Pétersbourg.

Ce manifeste proclame la donation des terres, l'exemption des impôts, le licenciement de l'armée et la modification de toutes les autorités existantes. Ce faux document a évidemment été imprimé à l'étranger.

L'aveuglement de ceux qui ont conçu ce manifeste est tel, qu'ils l'ont daté avec intention du 1er mai, c'est-à-dire du jour où a été publié le manifeste impérial qui accorde l'amnistie aux prévenus politiques de la Pologne et de l'Ouest.

Ces efforts criminels, imaginés dans le but de troubler la tranquillité publique, seront, il est vrai, sans résultat aucun, mais ils nécessiteront de la part du gouvernement une répression énergique. Par conséquent tous les gouverneurs sont invités à traduire devant les conseils de guerre toutes les personnes qui propageraient ce faux manifeste ou des proclamations analogues. Il sera sévi contre eux d'après les mêmes bases qui ont été adop-

---

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX
DU 10 JUIN 1863.

— N° 5. —

LE TREMBLEMENT DE TERRE*

CHAPITRE V.

A CARACAS !

Le marquis fut trompé dans son espoir: Simon Bolivar n'était pas chez lui ; la consternation et le trouble regnaient dans la maison, et un domestique dit à Rodriguez : « Notre maître est parti pour la Guayra, où plusieurs navires viennent d'arriver d'Europe. Les nouvelles d'Espagne sont fort mauvaises : les armées de Ferdinand éprouvent défaite sur défaite ; presque tout le pays est au pouvoir des Français, et la Junte centrale des Cortès s'est réfugiée à Cadix. Le capitaine-général, pour empêcher la colonie d'apprendre ces revers, refuse aux bâtiments en rade de la Guayra l'autorisation d'aborder. Le peuple s'attroupe pour l'obtenir. On parle à Caracas de créer de nouveaux impôts et d'élever les anciens. Des arrestations ont été opérées, et les agents de l'autorité viennent de chercher en vain don Simon Bolivar dans tous les coins de sa demeure. »

Rodriguez vit bien que le mouvement était sur le point d'éclater et comprit alors la convocation pour le 19 avril, c'est-à-dire pour le lendemain, sur le marché de Caracas. Les rues qu'il parcourut étaient pleines de groupes s'entretenant avec animation des affaires politiques. Des détachements de troupes se montraient sur différents points, mais sans faire mine de vouloir empêcher les rassemblements. Une partie des maisons étaient fermées, comme dans la crainte de désordres, et des piquets de cavalerie stationnaient devant les palais des fonctionnaires supérieurs.

Les principales autorités étant réunies chez le capitaine-général pour l'ouverture des dépêches de la mère-patrie et au sujet des mesures à adopter, le marquis ne rencontra pas non plus le comte del Tésoro. Mais il fut reçu par la comtesse et par sa fille. Autant la ville était agitée, autant il régnait de calme et de silence dans leur palais. Ces dames occupaient comme d'habitude un salon sur le jardin et ne paraissaient pas se ressentir le moins du monde des scènes du dehors. Elles en parlaient comme de bagatelles, tant était grande leur confiance dans le pouvoir des autorités espagnoles et dans l'obéissance des colonies.

Comme elles avaient aperçu, en faisant une promenade, le cortège qui reconduisait au couvent l'Indienne fugitive, elles demandèrent à Rodriguez ce que cela signifiait. Il leur raconta ce qu'il savait de cette femme. Dona Paula fut si vivement émue de ce récit qu'elle fit promettre à sa mère de s'adresser dès le lendemain à l'archevêque pour obtenir que l'infortunée fût rendue à ses enfants.

« Et si demain il n'y avait plus à Caracas ni comtesse del Tesoro, ni archevêque, ni autorités espagnoles ! » pensa le marquis ; et son œil se fixa involontairement sur Paula avec une expression de profonde mélancolie et de vive inquiétude. Elle s'en aperçut et lui demanda s'il la confondait, dans son imagination, avec l'Indienne.

« Je suis incapable d'un pareil outrage à votre beauté, » répliqua-t-il galamment. La jeune comtesse s'inclina.

« Mais vous avez certainement devant les yeux quelque image fort triste, reprit-elle.

— Oui, celle de ma patrie.

— Croyez-vous donc l'état de l'Espagne aussi désespéré qu'on veut bien le dire ? » demanda la comtesse del Tesoro. Mais Paula, qui avait mieux compris se rapprochant d'un pas, dit avec effroi :

« Vous voudriez bien nous donner un avertissement ; mais vous n'osez pas, de crainte de nous alarmer.

— J'avouerai franchement, en effet, que je n'ai jamais vu Caracas dans des dispositions aussi menaçantes qu'aujourd'hui.

— Le gouvernement est confié à des mains fermes, dit la comtesse avec dignité ; il s'appuie sur la loi et sur une force armée nombreuse et toute prête à lui obéir.

— Quoi ! les choses iraient-elles jusqu'à l'intervention des troupes, jusqu'à l'effusion du sang ? » s'écria Paula. Et, comme Rodriguez se taisait, n'osant, par prudence, en dire davantage, malgré son désir d'arracher à leur sécurité insouciante et dangereuse deux femmes pour lesquelles il prévoyait des périls en cas d'insurrection, elle ajouta bientôt d'un ton pressant : « Vous ne répondez pas, M. le marquis ! Dites, en viendra-t-on à des extrémités ?

— Tant que M. le comte, répliqua-t-il, ne voit pas de motif de prendre des mesures de précaution, ce n'est pas à moi d'en conseiller. »

Paula joignit ses petites mains sur sa poitrine et reprit en regardant Rodriguez d'un œil suppliant :

« Si vous étiez instruit de quelque danger réel, vous ne nous le cacheriez point. »

Cette confiance si fermement exprimée allait jeter le marquis dans une de ces luttes de la raison et du cœur dont l'issue est impossible à prévoir, quand le comte del Tesoro parut. Il s'excusa de s'être fait attendre et emmena Rodriguez dans son cabinet. Là il se promena un certain temps sans mot dire, comme pour se recueillir ou chercher l'entrée en matière la plus convenable. Puis il s'arrêta devant le jeune homme, également debout, et lui dit :

« Vous êtes un des capitaines de la milice. En cas d'un soulèvement populaire, seriez-vous sûr de vos hommes, n'importe où et contre qui vous auriez reçu l'ordre de les conduire ?

— Pour être franc, je répondrai à V. Exc. que la milice n'a pas assez de confiance en la Junte nationale pour que le gouvernement puisse compter sur elle d'une manière positive.

— C'est ce que j'ai déjà dit au capitaine-général ; mais mon opinion n'a pas prévalu... Au reste, ce n'est point là ce qui doit nous occuper pour le moment. Venons au sujet qui me vaut l'honneur de votre visite ; quel hasard vous a conduit ce matin à la Silla, et comment se fait-il qu'on ait pu vous attribuer quelque participation au conciliabule convoqué en cet endroit et contremande ensuite ?

— V. Exc. m'excusera ; mais ce sont là des questions auxquelles je ne répondrais que devant un tribunal. Qu'on me fasse comparaître devant l'*Audiencia*, si l'on ajoute foi aux rapports des espions du gouvernement ; il ne me convient pas de me justifier d'accusations portées dans l'ombre par des gens qu'on ne me nomme point. Si en effet je me suis rencontré avec des personnes considérées comme suspectes, je commettrais une infâme délation en répondant aux questions de V. Exc.

— Votre langage pourrait bien modifier l'opinion que nous avions de vous, monsieur le marquis ! s'écria le comte, courroucé de ce refus catégorique.

— Tant mieux, puisqu'on m'a cru capable de devenir un traître ou un délateur.

— Prenez garde ! Ce fol orgueil qui n'a pas même dans votre jeunesse une excuse suffisante, vous aliénera tous les bons Espagnols. Et qui sait à quels coupables mobiles on attribuera peut-être vos bravades ? Je vous cite devant la prochaine séance de l'*Audiencia*, dont le jour et l'heure vous seront signifiés demain. »

Le marquis s'inclina et sortit. Dans le corridor, il rencontra dona Paula et la salua aussi gracieusement que le lui permettait sa violente agitation ; puis il alla prendre lui-même son cheval à l'écurie, et une minute après il franchissait la porte cochère.

Le comte del Tésoro s'était jeté avec dépit dans un fauteuil.

« Ne faut-il imputer son refus qu'à un

(*) Reproduction interdite.